

DE ROUBAIX TOURCOING

Le Mouvement Général des Prix

Ils baissent dans le Gros mais pas dans le Détail

Les prix de gros baissent-ils réellement, et dans quelle mesure ? Voilà une question qui intéresse passionnément aujourd'hui aussi bien producteurs que consommateurs.

Il ressort de la lecture des statistiques en question que la baisse des prix de gros s'est poursuivie en février et en mars. Nous n'avons encore que les moyennes pour février, mais nous connaissons, par les cotés des grands marchés, les prix de mars. Si l'on donne au prix de gros de juillet 1914 la valeur 100, qui nous représentera l'indice de base, nous pourrions exprimer par un seul chiffre, qui donnera une moyenne, la valeur actuelle des prix.

Prix de gros des principales marchandises

L'indice de la Statistique Générale de la France donne pour janvier 1921 : 415 ; et, pour février : 384. Or, le maximum atteint par les prix de gros en avril 1920, était 609. D'autre part, le prix de gros à la date de l'armistice était 398. On voit donc que la baisse s'accroît de mois en mois, et que les prix de gros sont redescendus à peu de chose près à ce qu'ils étaient à l'armistice. Pourquoi, dès lors, les prix de détail n'ont-ils pas baissé dans la même proportion ? Il ne peut y avoir à cela que trois raisons.

Dans la réalité, ces trois raisons ont existé en même temps, mais surtout les deux dernières, et la libre concurrence s'est trouvée incapable de faire baisser les prix dans la mesure des nouveaux cours. Les commerçants, soit qu'ils aient voulu conserver presque entièrement pour eux les bénéfices réalisés sur leurs nouveaux achats de marchandises, soit qu'ils aient voulu liquider sans perte, et enfin que les commerçants aient voulu conserver presque entièrement pour eux les bénéfices réalisés sur leurs nouveaux achats de marchandises.

En Angleterre, l'indice des prix de gros est ramené de 325 en avril 1920 à 292 en février 1921 ; aux Etats-Unis de 265 à 167 ; au Japon de 310 à 205 ; en Italie de 723 à 636.

Le cuivre, le zinc, l'étain et le plomb, par contre, après une nouvelle baisse, ont haussé légèrement fin mars, de même que le coton et la soie. La laine, a continué à baisser au début de mars, puis est restée stationnaire.

L'aluminium baisse toujours (750 fr. le 25 mars). Le café a continué à baisser légèrement, tandis que le sucre remonte lentement de 190 fr. à 240 fr.

Le Bureau National des Charbons, on le sait, a cessé de fonctionner et le marché des charbons ne connaît plus comme restrictions que la taxation à la mine et la fixation d'un maximum de prix pour les houilles étrangères.

La production française en charbon de ces derniers mois a atteint un peu plus de 2.400.000 tonnes, chiffre supérieur à la moyenne du 2e trimestre de 1920, grâce auquel nous avons pu laisser le charbon anglais descendre au prix indiqué plus haut.

La production française de la fonte (Lorraine non comprise) est passée de 2.412.000 tonnes en 1919 à 3.347.000 tonnes en 1920. La production de 1913 était de 5.207.000 tonnes. On voit qu'il y a encore une certaine marge à combler pour la crise actuelle est responsable. Il faut dire cependant que la Lorraine nous apporte en supplément une production pour 1920 de 1.355.000 tonnes.

La production de l'acier y atteint, en 1920, 2.962.000 tonnes au lieu de 2 millions 186.000 en 1919 et 4.687.000 en 1913. Il faut ajouter au chiffre que nous donnons pour 1920 la production de la Lorraine désamalgamée : 1.093.000 tonnes. Là aussi, on voit qu'il y a des progrès possibles.

Le Journal Officiel nous renseigne, chaque samedi, sur le nombre de chômeurs secourus par les communes et les départements. Ce nombre n'a cessé d'augmenter. De 47.000 fin janvier dernier, il est passé à 72.000 fin mars. Le nombre total des chômeurs, inscrits et non inscrits, serait de 180.000, si l'on s'en rapporte à la déclaration faite par le ministre du travail au Sénat le 4 avril. En fait, ce chiffre ne tient pas compte du nombre considérable d'ouvriers qui travaillent à semaine ou à journée réduite.

En tout cas, il faut avouer que l'Angleterre est encore plus mal en point que nous. Elle compte 4.146.000 ouvriers au chômage complet et 743.000 en chômage réduit, contre 978.000 et 638.000 le mois précédent. Un million et demi d'autres ouvriers ont vu leurs salaires diminués, parmi lesquels 1.200.000 mineurs, en grève depuis le 1er avril, date de la fin du contrôle de l'Etat sur les Mines.

Un gros événement a été le renversement de notre balance commerciale en février dernier. Alors que, pour 1920, nos importations ont encore dépassé nos exportations de 13 milliards, en février nos exportations l'ont emporté de 209 millions sur nos importations. Si, comme nous le croyons, le mouvement se prolonge dans le même sens, nous en apprécions bientôt les avantages ; notre change s'améliorera et les prix baisseront d'autant.

C'est d'ailleurs le seul symptôme favorable qu'il soit possible de constater dans notre situation financière. Notre Trésor est plus mal en point que jamais. Comme nous n'osons pas faire d'emprunts en ce moment, nous vivons sur les Bons du Trésor que le bon public souscrit sans mesure. Il y en a pour 60 milliards en circulation, dont 6.835 millions souscrits rien qu'en février. Si jamais le public cessait de renouveler ses Bons ou d'en souscrire davantage, qu'arriverait-il, grands dieux ?

Pour nous résumer, constatons que les prix de gros continuent à baisser chez nous, qu'ils baissent à l'étranger, et qu'ils baisseront jusqu'à ce que des prodromes certains d'une renaissance économique se soient manifestés, ce qui ne s'est encore produit sérieusement nulle part dans le monde. Constatons au même temps que les prix de détail n'ont pas du tout baissé aussi d'un tiers, comme ils le devraient, et que notre Société capitaliste est incapable d'y rien faire, pas plus que de nous tirer du marasme où nous croupons.

LES ALLIÉS LA FRANCE

A la Veille de graves Evénements

On a renvoyé à lundi la décision du Conseil suprême dont les délibérations difficiles se sont déjà poursuivies à Londres depuis quarante-huit heures. L'Angleterre se range-t-elle à nos côtés pour l'occupation de la Ruhr ? Ou bien serons-nous obligés d'assumer par nos propres forces l'application des sanctions avec le seul appui de la Belgique ?

Il est digne de remarquer que dans les conversations du Conseil suprême, on a davantage parlé des intérêts des financiers anglais et des industriels britanniques que de la situation des victimes de la guerre : veuves, mutilés ou sinistrés.

C'est le groupe des banquiers de Londres et des propriétaires de charbonnages qui a fait la plus vive opposition à l'opération de la Ruhr avec autant d'aplomb que les rois de l'industrie allemande. On est en droit de se demander quelle est la mystérieuse coalition capitaliste qui s'est organisée en secret contre les droits de la France dévastée.

Dans notre pays, le monde des grandes affaires et de l'argent pousse aveuglément l'opinion vers une action violente qui dépasserait de beaucoup l'occupation limitée des mines rhénanes.

Ces mots redoutables résonnent lugubrement à nos oreilles. Peut-être M. Lloyd George comprendra-t-il que la politique de modération du Gouvernement actuel de la France ne peut que gagner à être soutenue par l'Angleterre et que le bloc des Alliés peut encore obtenir de justes satisfactions de l'Allemagne par une simple démonstration de force et d'entente.

Nous le désirons de toute notre volonté. Si demain les mesures envisagées échoient par l'effet d'une abominable coalition financière, nous aurions à lutter contre le parti de la guerre qui attend son heure avec des frémissements d'impatience.

Et nous ne pouvons pas mesurer le surcroît de colère qui secourrait notre peuple las de promesses, de chômage et de misère, en face des hommes imprévoyants et cruels qui escamotent une nouvelle turcie.

Alex WILL.

Comment M. Briand plaide la cause de la France

Londres, 1er Mai. — L'attitude de M. Briand au Conseil suprême d'hier, a été extrêmement énergique.

Dans l'après-midi M. Lloyd George avait reçu une délégation de banquiers de la Cité, venue pour protester contre l'occupation éventuelle de la Ruhr. Le Premier ministre, écartant à ces suggestions se montra donc partisan de voir l'ultimatum adressé à l'Allemagne par la Commission des Réparations.

C'est alors que M. Briand exposa la thèse française. Il fit remarquer que la France ne saurait admettre, que, sous prétexte de chicanes, on retardât d'un seul jour l'entrée en vigueur des actes désormais nécessaires. Son langage fut assez vigoureux pour que l'on put estimer qu'il n'était pas loin de reprocher, au nom de la France, son entière liberté d'action.

Ajouter l'exécution des sanctions, dit en substance notre premier ministre, nous conduirait aux pires déceptions. En ce moment, l'Allemagne peut se faire, comme nous le signale le Traité de Versailles, un cabinet de circonstance. Elle peut appeler un Hermann Muller dont la signature n'engagera pas davantage la Camarilla qui domine le Reich, qu'elle ne l'a engagée en juin 1919. Elle pourra donner toutes les assurances, souscrites à toutes les obligations, qu'elle nous fera.

Pendant ce temps, la France attendra, ses finances seront bientôt près de la faillite, son industrie sombrera dans le chômage, il faudra créer de nouveaux impôts et le pays aura le sentiment qu'une nouvelle injustice effroyable est commise à son égard.

L'entente avec nos alliés est un atout précieux, mais il vaudrait mieux, si désirable que cela soit, être seuls et tenter de nous faire payer, que sacrifier un intérêt vital à des considérations étrangères. Le premier résultat de cette attitude

Un attentat criminel à la Dynamite

Nîmes, 1er mai. — Le perqu岸 d'Alais s'est transporté au lieu dit, gare du Rhône, où trois explosions de cartouches de dynamite se sont produites au passage d'un train venant d'Alais. Hier, à 13 heures 55, 12 cartouches de dynamite ont été retrouvées dans un caiveau à proximité du lieu de l'explosion.

DES MALFAITEURS ONT VULU FAIRE SAUTER UN TRAIN

Nîmes, 1er mai. — Le perqu岸 d'Alais s'est transporté au lieu dit, gare du Rhône, où trois explosions de cartouches de dynamite se sont produites au passage d'un train venant d'Alais. Hier, à 13 heures 55, 12 cartouches de dynamite ont été retrouvées dans un caiveau à proximité du lieu de l'explosion.

Le Gendarme va partir...

ne sont pas d'accord pour l'application immédiate des Sanctions

sera-t-elle seule à tenter de se faire payer par l'Allemagne ?

Énergique fut que M. Lloyd George déclara peu après qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que la France mobilisât dès le premier jour de l'ultimatum. Comme la mobilisation nécessaire à l'occupation de la Ruhr exige 10 jours, il n'y aurait, a-t-il fait remarquer, aucun temps perdu en ce qui concerne la mise en œuvre des sanctions.

D'autre part, M. Lloyd George fut particulièrement impressionné par les arguments du comte Storz, auxquels il s'adapta immédiatement pour souligner la nécessité de prendre des bases juridiques dans l'attitude à adopter à l'égard de l'Allemagne. Quant à M. Jaspard, comme on le sait, il défendit les accords de Paris et il combattit la thèse de M. Lloyd George qui se montra peu satisfait de trouver du côté belge, cette résistance qu'il ne prévoyait pas.

L'Amérique a mis fin à l'état de guerre avec l'Allemagne

On estime que ce faisaient les Etats-Unis veulent abandonner les Alliés

Nous avons annoncé hier que le Sénat Américain avait adopté la motion Knox, par 49 voix contre 23.

Les débats sur la fameuse résolution Knox, qui, selon le désir du sénateur Hughes, devaient être retardés jusqu'après l'échéance du 1er mai, avaient commencé il y a deux jours. Par un accord préalable, la majorité du Sénat avait, dès le début, décidé que les débats seraient clos et que le vote final aurait lieu samedi soir.

De fort beaux discours ont été prononcés par le sénateur démocrate Nelson Hechcock et par le remarquable et très estimé leader, M. Underwood, tous ayant pour objet de préconiser le rejet de la motion. — On a parlé en termes émus et magnifiques de la France.

Le sénateur Underwood a déclaré avec énergie que la résolution Knox mettant fin à l'état de guerre avec l'Allemagne ne pouvait être interprétée que d'une seule façon à savoir que les Etats-Unis veulent abandonner les alliés avec lesquels ils ont combattu.

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

« Je ne puis comprendre, ajouta l'orateur, pourquoi le parti de la majorité désire abroger la résolution déclarant la guerre à l'Allemagne ; en effet, vous ne pouvez supprimer les faits. En réalité, nous n'avons pas déclaré la guerre à l'Allemagne ; la déclaration véritable de guerre a été la destruction de nos biens, le meurtre de nos concitoyens et l'affront fait au pavillon américain. Désirez-vous que les années de notre histoire soient l'impression que nous avons commise une erreur en déclarant l'existence de l'état de guerre ?

Le Premier Mai

La Fête du Travail a été célébrée partout avec entrain

À PARIS

Paris, 1er mai. — La journée du 1er mai à Paris, parait devoir se passer dans le calme.

Des lieux sacrés, un grand nombre de parisiens voulant profiter de la semaine anglaise et du repos dominical ont quitté la capitale pour gagner la banlieue et l'école a continué ce matin. Il y a eu de changement dans l'aspect habituel du dimanche.

Ainsi que la Fédération des transports en commun l'avait décidé au cours de réunions préliminaires, les tramways, autobus, métros et Nord-Sud marchent comme à l'ordinaire. Seuls, les taxis-automobiles sont rares.

À la Bourse du Travail, il y a très peu de monde. Aucune réunion n'est tenue. Le pointage des cartes habituel se poursuit dans le plus grand calme. Il en est de même à l'Union des Syndicats, ainsi qu'aux principales permanences où les militants, ayant arboré pour la plupart l'égalité rouge à la boutonnière, se contentent de signer et se retirent dans l'attente évidente d'assister aux meetings qui auront lieu cet après-midi dans la banlieue parisienne.

La matinée, si ensolée bien que fraîche, s'est déroulée jusqu'au bout dans le calme le plus absolu. Ce matin, vers 11 heures, il n'y avait presque pas de monde sur les grands boulevards. Aussi, les terrasses des cafés sont-elles demeurées désertes. Les marchands de muguet qui, dès ce matin et sous prétexte des gelées des nuits précédentes, avaient mis en vente leurs bouquets de muguet à 5 francs, ont dû baisser leurs prix à 1 fr. et même à 50 centimes ayant d'ailleurs peu de clients.

Les taxis continuent à être parés et les autres principales dont les magasins sont fermés pour la plupart, ont un aspect morne et triste. Par contre, une grande animation règne aux barrières où des familles entières défilent à bicyclette, se rendant à la campagne, au Bois de Boulogne et de Vincennes, des milliers de Parisiens assis sur l'herbe font des déjeuners champêtres.

Dans les Départements

À ROUEN

Rouen, 1er mai. — La journée, à Rouen, et dans les environs, se passe dans le calme absolu. Dans les journaux, seuls les typographes des journaux hebdomadaires chôment. Les syndicats des autres professions font visiter leurs cartes.

À NANTES

Nantes, 1er mai. — Après une réunion à la Bourse du Travail, un cortège a traversé la ville en chantant l'Internationale. Il n'y a eu aucun incident.

À TOULON

Toulon, 1er mai. — Une manifestation organisée par la Bourse du Travail et l'Union des Chambres syndicales du Var avait réuni un très grand nombre de personnes.

Le cortège, précédé de quelques bandes rouges, d'inscriptions syndicales s'acheminait vers les anciennes casernes Gouvin Saint-Gyr, où eut lieu leur meeting. Plusieurs discours ont été prononcés. La sortie s'est effectuée sans incident.

À BREST

Brest, 1er mai. — La matinée a été très calme. Une réunion avait été organisée par la Bourse du Travail. Les assistants se sont ensuite formés en cortège et ont parcouru la ville en chantant. Il n'y a eu aucun incident.

À AU HAVRE

Le Havre, 1er mai. — La manifestation à bicyclette a eu lieu à travers les rues de la ville de 9 h. et demie à midi. Les garçons de café ayant décidé de chômer, la plupart des établissements restèrent fermés.

À BOURGES

Bourges, 1er mai. — La matinée s'est passée tranquillement. Un cortège partant de la Bourse du Travail, a parcouru la ville et s'est rendu à une Coopérative où a eu lieu une Conférence.

À LYON

Lyon, 1er mai. — La manifestation du 1er mai a été très calme et moins importante que les années précédentes. Un meeting en plein air a eu lieu place Rivoli, aux Charpennes, puis les manifestants se sont dispersés sans incident.

À MARSEILLE

Marseille, 1er mai. — La journée a été absolument calme. Les tramways ont circulé normalement. Les théâtres ont ouvert leurs portes, à l'exception d'un seul.

Le meeting organisé l'après-midi par les syndicats minoritaires a rassemblé environ un millier d'assistants qui, à l'issue de la réunion, ont précédés de six familles syndicales, ont parcouru les rues en chantant.

Aucun incident ne s'est produit.

Dans la Région

À LILLE

Premier Mai 1921. En ce jour symbolique, la classe ouvrière lilloise a tenu, comme les années précédentes, à donner à la Fête du Travail un caractère inoubliable de foi inébranlable dans les espoirs et la destinée des masses prolétaires.

Favorisée par un soleil radieux, la fête du Premier Mai qui rappelle tant de souvenirs pleins ou tristes, a revêtu hier un caractère grandiose.

C'est un véritable feu humain remarquable par son ordre et sa bonne tenue, qui défilait hier par les rues de la ville aux accents des fanfares joyeuses.

La Manifestation

Au boulevard des Ecoles, face à la rue d'Aras, dès neuf heures du matin, les manifestants affluèrent, l'égalité à la boutonnière, vers le point de concentration.

En moins d'une demi-heure, la place regorgeait d'une foule compacte qui, dans un ordre per-